**ISRAEL : résilience certes, mais à moyen-long terme, l’horizon est plus chargé**

Malgré la récession sévère du dernier trimestre 2023 (-19% du PIB), en année pleine la croissance est restée positive (+1,8%). En 2024, Israël devrait éviter la récession (entre +0,2 et +2,2% de prévision de croissance) ; cela dépendra du théâtre et de la durée de la guerre ainsi que de l’atmosphère politique intérieure. La construction (10% du PIB) est le principal point noir, avec elle, d’autres conséquences de moyen-long terme sont sources d’inquiétudes (IDE, coûts budgétaires).

1. **La guerre, dans sa première phase, n’aura pas eu d’impact sur les fondamentaux économiques du pays**

* L’endettement public devrait être contenu en deçà de 70% du PIB cette année.
* Le shekel a retrouvé son niveau antérieur à la bulle high tech des trois dernières années.
* Le déficit budgétaire s’est creusé en 2023 (-4,2% du PIB) et s’aggravera en 2024 (environ 7,5% attendus) mais cette tendance était à l’œuvre avant le conflit.

**L’impact de la guerre sur l’inflation est assez faible** **à ce stade**, malgré un renchérissement des produits frais, de la logistique et des assurances. La banque d’Israël a réussi à baisser son taux directeur à 4,50% en janvier, l’inflation est repassée sous les 3% en glissement annuel.Les exportations de gaz vers la Jordanie et surtout l’Egypte sont de nouveau au maximum de leur potentiel.

**Le principal souci est le manque de main d’œuvre qui affecte le secteur de la construction** et l’agriculture (qui ne représente que 1% du PIB mais constitue un secteur à la fois stratégique et emblématique). La suspension des permis de travail des Palestiniens[[1]](#footnote-1) semble durable. Le remplacement par des nouveaux travailleurs venus de pays lointains ne s’intensifiera qu’au deuxième semestre 2024. Comme avant la guerre, l’économie d’Israël fonctionne en **plein emploi** avec un taux de chômage de l’ordre de 3%.

**La haute technologie, avec 18% du PIB et 55% des exportations (biens et services) semble marginalement affectée**. Ce n’est pas un secteur qui peut facilement quitter son écosystème. Il n’est guère sujet au boycottage et ses exportations dépendent rarement des chaînes logistiques. Enfin, **l’industrie d’armement, le deuxième moteur de l’économie** (12 milliards USD d’exportations en 2022), **est florissante**.

1. **A plus long terme, les perspectives sont mitigées pour l’économie israélienne**
2. **Certains choix politiques coûtent cher**

* La sécurisation des infrastructures routières **en zones B et C** de Cisjordanie absorbe une grande partie du budget des transports.
* Le gouvernement a renforcé le **financement des écoles ultra-orthodoxes et des yeshivas** et le débat sur la conscription des **Ultra-Orthodoxes** (13% de la population) amplifie un clivage de société.
* La suspension des permis de travail des Palestiniens aura un impact, la mise à l’arrêt de 50% des chantiers va avoir des conséquences sur le prix déjà très élevés de l’immobilier.

1. **La réforme judiciaire et climat des affaires**

**La confiance des investisseurs étrangers a été écornée** par la réforme judiciaire, perçue comme une remise en cause de l’Etat de droit. Les IDE sont toujours enviables, notamment dans la Tech, mais ils sont passés en quatre ans de 25-30 milliards USD par an à 16 milliards USD en 2023. Ce projet de réforme de la justice met en lumière un clivage au sein de société. Les agences de notation n’ont pas manqué de le relever ; elles ont dégradé les perspectives d’Israël à négatives même si la notation d’Israël demeure très bonne (A2 pour Moody’s, A+ pour Fitch et AA- pour S&P)[[2]](#footnote-2).

Sur l’investissement intérieur, **la guerre a aussi ralenti les prises de décisions** et suspendu certains projets.

1. **L’effort de défense nationale va augmenter**

Tendanciellement, l’effort de défense d’Israël se normalisait par rapport aux autres pays de l’OCDE. Il était de 4,5% du PIB avant le 7 octobre, soutenu par une aide américaine de 3,8 milliards USD par an votée sur base décennale. Il grimpera a**u moins** à **5,5% de la richesse nationale**. C’est 1 point de PIB supplémentaire qui devra y être consacré au moment où l’Etat devra faire face à une augmentation du taux de dépendance des personnes âgées - actuellement de 25% il devrait passer à 32% dans 25 ans – et à une croissance des besoins en infrastructures (au moins 1 à 2 points de PIB par an estimait la banque centrale en 2021).

1. Avant-guerre, il y avait 100 000 permis valides pour les travailleurs palestiniens venant travailler en Israël, auxquels venaient s’ajouter de 80 à 100 000 « clandestins ». Aujourd’hui seuls 24 000 permis sont reconnus, dont 16 000 pour les colonies. Le nombre de « clandestins » pourrait être de 20 000. [↑](#footnote-ref-1)
2. Etonnamment, le gouverneur de la banque centrale estimait le 1er avril que la note réelle d’Israël serait plutôt BBB, donc que le pays était surnoté par les agences. [↑](#footnote-ref-2)